

communiquer à propos de la situation qui a découlé de la nouvelle annoncée à la Chambre la semaine dernière, c'est-à-dire qu'on allait résilier le contrat visant la troisième phase des travaux d'aménagement du terminus à la tête des lacs?

**L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics):** Non, rien de neuf, monsieur l'Orateur, sauf que nous éprouvons certaines difficultés à annuler le contrat. Grâce à son intervention, l'honorable député de Port-Arthur leur a mis la puce à l'oreille, et ces gens font de leur mieux pour empêcher la résiliation du contrat. Nous sommes encore au beau milieu d'entretiens avec les hommes de loi.

### LES FINANCES

#### LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE—RENSEIGNEMENTS AU SUJET D'UNE DEMANDE D'EMPRUNT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. C. W. Carter (Burin-Burgeo):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Elle a trait à celle que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* et dont la réponse se trouve à la page 1344 du *hansard*. Le ministre voudrait-il nous expliquer pourquoi le nombre des demandes d'emprunt qui ont été adressées à la Banque d'expansion industrielle l'année dernière n'est pas disponible?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, si le député veut bien faire inscrire cette nouvelle question au *Feuilleton*, je me ferai un plaisir de voir ce qui en est.

**M. Benidickson:** Le député parle de la réponse à la question.

**L'hon. M. Fleming:** A la page 1344, il est répondu au député que le renseignement qu'il demande n'est pas disponible. C'est la réponse donnée à la question qu'il a fait inscrire au *Feuilleton*.

**M. Carter:** Et je demande maintenant si le ministre pourrait nous expliquer pourquoi le nombre de demandes n'est pas disponible.

**L'hon. M. Fleming:** Je suppose que les données ne sont pas encore réunies ni groupées sous la forme désirée par le député.

#### "PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE 1959"—SUPPORTÉES DIFFÉRENCES AVEC LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate):** Puis-je demander au ministre des Finances s'il est vrai que les prédictions faites dans le rapport *Perspectives économiques de*

1959 étaient bien différentes de celles que renferme le budget du ministre, et si c'est pour cette raison que le rapport est tenu secret? Si ce n'est pas cela, quelle est, au juste, la raison?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir dire que j'ignore la réponse à la première des trois parties de la question. Je puis dire cependant au député que, si les prédictions dont il parle et qui figurent dans un certain rapport ne correspondent pas à celles du budget, c'est peut-être que ces prédictions-là n'ont pas le degré de précision qu'il trouvera et qu'il appréciera, j'en suis sûr, dans les prédictions contenues dans le budget.

**L'hon. M. Pickersgill:** Une autre question. Le ministre a-t-il dit que ce document a été si bien caché qu'il ne l'a pas encore vu?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! A mon avis, la question de l'honorable député se rattache à une affaire sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée la semaine dernière.

**L'hon. M. Pickersgill:** En effet, monsieur l'Orateur.

### L'AVIATION ROYALE CANADIENNE

#### RIVERS (MAN.)—OUVERTURE D'UNE STATION-SERVICE SUR DES TERRAINS DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. M. W. Martin (Timmins):** Je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. A-t-il reçu une lettre de M. G. B. Huehn, secrétaire et directeur de la *Manitoba Automotive Trades Association*, de Winnipeg, alléguant que des membres de l'Aviation, à Rivers (Manitoba), ont ouvert sur des terrains du gouvernement une station-service où ils vendent au grand public des accessoires pour automobiles et des produits du pétrole? Si le ministre a reçu cette lettre, pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

**L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale):** Je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question. J'en ai parlé à mes fonctionnaires, tant au quartier général de la Défense nationale qu'ici, avant d'entrer à la Chambre, et ils me disent qu'aucune lettre en ce sens n'a été reçue dans mes bureaux.

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LA BASE NAVALE DE POINT-EDWARD—NAVIRES EN RADOUB

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à une question que le député de Cap-Breton-Nord et Victoria m'a posée la semaine